



Hervé Bauduin (UIMM Lorraine) : "La flexibilité est indispensable pour maintenir l'emploi et les compétences"

ISRH | Organisations patronales | publié le : 26.05.2020 | Pascale Braun



Hervé Bauduin, président de l'UIMM de Lorraine.

Crédit photo DR

Président de l'UIMM de Lorraine, vous lancez une charte pour un rebond industriel. Quelle place les RH y tiennent-elles ?

Hervé Bauduin : Un rôle majeur. Il n'y a pas de performance industrielle sans performance sociale. Durant la crise, les entreprises qui ont continué à travailler sont celles qui avaient déjà instauré un dialogue social de qualité. La plupart des syndicats ont pris conscience de la gravité de la situation et de la nécessité de travailler ensemble. Cette nouvelle donne permet de formuler des propositions qui auraient semblé utopiques voici trois mois. Par exemple, celle de mutualiser le maintien des compétences dans un même territoire. Un mécanisme de régulation doit faciliter le prêt de main-d'œuvre et permettre de moduler le temps de travail en fonction des pics d'activité des entreprises. Les creux seraient mis à profit pour développer les compétences des salariés. Cette attitude serait à la fois solidaire et pragmatique, car elle permettrait aux entreprises de trouver immédiatement des compétences lorsque l'activité repart. Ce serait certainement moins coûteux que de payer trois fois, comme dans la situation actuelle: lors du plan social, durant la période de chômage, et pour recruter du personnel qualifié au sortir de la crise.

Vous prônez une flexibilité du nombre d'heures travaillées sur une année. Les syndicats sont-ils disposés à étudier cette mesure ?

H. B. : Les discussions informelles avec certains représentants syndicaux me laissent penser que oui. La flexibilité est indispensable pour maintenir l'emploi et les compétences dans un bassin d'emploi. Le temps où les entreprises pouvaient se baser sur des carnets de commandes à long terme ne reviendra pas. La modulation des horaires, comme la possibilité d'exercer auprès de plusieurs entreprises, contribuerait à sécuriser l'emploi. En Lorraine, le GEIQ Industrie a ainsi employé une

centaine de personnes. On peut imaginer d'autres structures porteuses, comme Pôle emploi, des associations professionnelles, des organisations syndicales ou des intercommunalités.

Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?

H. B. : Qu'ils se montrent à l'écoute. Ils le sont, mais ils aiment trouver des solutions par eux-mêmes. Or, nous voulons être acteurs de notre avenir. Nous attendons également des soutiens temporaires en cas de sous-activité, car il vaut sans doute mieux financer des formations que le RSA. L'UIMM est le premier organisme de formation de France. Nous connaissons les besoins, les moyens, le matériel de nos entreprises et nous avons toute légitimité pour intervenir en matière de formation et d'apprentissage.

Quel accueil la charte a-t-elle reçu ?

H. B. : Elle a reçu un bon accueil en Lorraine, mais elle a vocation à s'étendre au Grand Est, voire à se dupliquer dans la France entière, mais toujours à l'initiative des dirigeants et à l'échelle des territoires. Sinon, elle deviendra un « machin » qui perdra son efficacité et sa réactivité.

Propos recueillis par Pascale Braun

Articles les plus lus

Auteur

- Pascale Braun